



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 07 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELYSEE COSMETIQUES

ZI Technopôle Sud
BP 90008
57600 Folkling

Références : FOLKLING_ELYSEE-COSMETIQUES_2024-12-10_RAPVI_NBM_00730
Code AIOT : 0006201245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement ELYSEE COSMETIQUES implanté ZI Technopôle Sud BP 90008 57600 Folkling. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELYSEE COSMETIQUES
- ZI Technopôle Sud BP 90008 57600 Folkling
- Code AIOT : 0006201245
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité des installations Elysée Cosmétiques de Folkling est notamment soumise à l'arrêté préfectoral modifié 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000, ainsi que par :

- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire 2010-DLP/BUPE N°175 du 10 mai 2010 imposant à la Société Élysée Cosmétique des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses installations à Folkling.

Le site est dédié à la fabrication et au remplissage d'aérosols cosmétiques. Le site est classé Seveso Seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

L'inspection porte sur la thématique de la gestion des shunts / by-pass dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé des insuffisances pour lesquelles des mesures correctives sont requises, en particulier le besoin de consolider les informations portées au SGS (Système de Gestion de la Sécurité) concernant la gestion des shunt/bypass des MMR/barrières de sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les documents encadrant les modalités de shunt/by-pass des barrières/MMR qui sont intégrées au Système de Gestion de la Sécurité (SGS). Le dispositif s'applique qu'il s'agisse d'une situation normale d'exploitation ou non.</p> <p>Il y est présenté une procédure principale avec les modalités de consignations des barrières/MMR ainsi que les mesures compensatoires prévues sur 3 thématiques : la détection gaz, l'incendie, et la ventilation/niveaumétrie.</p> <p>Le shunt des barrières et MMR est autorisé par le service en charge de la sécurité des installations sur demande des agents de maintenance habilités (listes nominatives produites).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : Les constats relatifs au point de contrôle sont confidentiels. Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant d'appliquer des mesures correctives visant à consolider son SGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.[...] L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant[...]. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Les constats relatifs au point de contrôle sont confidentiels. Dans un délai de 3 mois, l'inspection demande à l'exploitant d'appliquer les mesures correctives afin de différencier les MMR d'autres équipements électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

<p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...]</p> <p>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection contrôle par sondages les procédures liées au shunt/by-pass des barrières/MMR et n'a pas traité des procédures usuelles. L'inspection constate que le permis feu est requis pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Ce permis-feu fait office de demande d'autorisation auprès du service sécurité pour la consignation une barrière/MMR liée au dispositif incendie.</p> <p>L'inspection constate la présence de 2 cahiers de consignation pour les opérations de shunt/by-pass des barrières/MMR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un premier dans la salle du groupe d'extinction pour ce qui touche aux équipements incendie ; • un second au bureau sécurité pour les autres installations. <p>Sur ces cahiers, divisés en 2 parties avec les consignation/déconsignation, sont répertoriés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'identification du capteur/barrière shunté ; • l'identité de la personne intervenant et son visa ; • les dates et heures de début et fin d'intervention ; • la localisation de l'intervention.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En vue de la mise en œuvre des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de danger, l'inspection relève qu'en matière de formation des personnels habilités aux procédures et validations requises au shunt/by-pass des barrières/MMR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan de formation spécifique pour les agents, y compris le personnel extérieur, opérants sur la thématique « barrière/MMR & incendie », avec un recyclage ; • pour les autres thématiques barrière/MMR, l'exploitant indique une formation unique des agents, sans recyclage sauf en cas de changement de règle ; • pour les qualifications/certifications métiers (en électricité par exemple) l'information n'est pas reportée au SGS.

L'inspection estime que ce dispositif nécessite d'être consolidé afin de satisfaire aux exigences de l'article 54 A de l'arrêté Ministériel du 04/10/2010, notamment pour qu'apparaissent les modalités et périodes de validités des habilitations/certifications réglementées.

En conséquence, dans un délai de 2 mois, l'inspection demande à l'exploitant d'appliquer les mesures correctives suivantes :

- compléter le SGS quant aux qualifications/certifications métiers ;
- garantir le maintien des compétences des opérateurs et intervenants dans l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois